

Assassinat raciste de Hichem Miraoui

Le sang versé par l'extrême droite coule avec la complicité du pouvoir politique

Hichem Miraoui, coiffeur tunisien de 35 ans, a été exécuté en pleine rue à Puget-sur-Argens, victime d'un crime raciste revendiqué par un militant fasciste, auteur de vidéos haineuses et de publications ouvertement racistes. Une seconde personne, d'origine turque, a été grièvement blessée. Ce crime n'est pas un fait divers. C'est un acte politique. C'est un meurtre nourri par un climat de haine, de stigmatisation systématique des immigrés, des musulmans et des quartiers populaires. C'est un crime encouragé par les discours politiques, amplifié par des complicités médiatiques.

Nous accusons.

Nous accusons les gouvernements successifs qui, loin de protéger les personnes ciblées par le racisme, ont au contraire créé les conditions de leur mise en danger.

Nous accusons les responsables politiques, comme le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, qui valide les collectifs identitaires, et le Premier ministre François Bayrou, qui reprend les thèses de « submersion migratoire » chères à l'extrême droite.

Nous accusons les éditorialistes et médias dominants qui servent de caisse de résonance à la haine, à la xénophobie, à l'islamophobie, avec une complaisance criminelle.

Nous accusons les pouvoirs publics d'avoir laissé prospérer, voire protégé, des groupuscules fascistes violents, au lieu de les dissoudre et de les combattre frontalement.

Ce crime n'est ni une surprise, ni un accident. Il est le fruit d'un racisme systémique, institutionnel et organisé. Il s'inscrit dans une escalade de violences racistes documentées, banalisées, tolérées. Il intervient après des attaques contre des mosquées, des agressions de militants, des manifestations fascistes à visage découvert. Il intervient dans une France où les victimes du racisme sont suspectées, où les crimes racistes sont minimisés, où les forces de l'ordre répriment les mobilisations antiracistes mais laissent les néonazis défiler.

Ce qui s'est passé à Puget-sur-Argens n'est que l'avant-goût d'un projet d'épuration raciale prôné par une extrême droite décomplexée, et désormais soutenue, dans les faits, par le pouvoir politique.

Nous refusons le silence, l'indignation feinte et les condamnations molles. Nous exigeons des actes, immédiatement :

- La reconnaissance politique du caractère raciste de l'assassinat de Hichem Miraoui comme crime terroriste d'extrême droite.
- La dissolution sans délai des groupes et collectifs fascistes, y compris ceux qui bénéficient aujourd'hui de relais institutionnels.
- La mise en accusation des responsables politiques qui ont légitimé ou soutenu ces discours haineux, ainsi qu'un audit indépendant sur leurs complicités.
- La mise en place d'un fonds d'urgence pour les victimes du racisme et leurs proches.
- La fin des politiques racistes et sécuritaires qui servent d'alibi aux violences structurelles.

Le fascisme ne passera pas.

Le racisme tue.

Le discours haineux des politiques est complice.

Nous n'oublierons pas Hichem Miraoui.

Nous n'oublierons pas toutes les victimes du racisme, du fascisme et de la haine.

Conseil d'Administration - 04 juin 2025



Liste des associations membres du réseau ATMF :

Pour la région parisienne : ATMF Gennevilliers, ATMF Bagneux, ATMF Argenteuil, ATMF Saint-Denis, Moussem Barbes, Association Euro-Maghreb Sans Frontières (EMSF)

Sur le territoire national : ATMF Sens, ATMF Rennes, ATMF Montpellier, Washma Nantes, ATMF Nancy, ATMF Reims, ATMF BHL, ATMF Strasbourg, ATMF Aix-en-Provence, ATMF Dijon, AMMN, Calima, ATMF Le Mans et Elghorba Lyon.

Association des Travailleurs Maghrébins de France - ATMF

10 rue Affre - 75018 Paris - Tél. : 01 42 55 91 82

Mail : national@atmf.org – Web : www.atmf.org

Retrouvez-nous sur Facebook & Twitter